

Madame Cecilia Malmström
Commissaire européenne au Commerce
DG Commerce
Commission Européenne
B-1049 Bruxelles, Belgique

A l'attention de Madame Cecilia Malmström, Commissaire européenne au Commerce

Copie à : DG Climat de l'UE, Représentation permanente de la France à l'OCDE, DG Trésor de la France

27 août 2015,

Arrêt des soutiens publics au charbon : l'Union Européenne doit faire preuve de leadership

Madame la Commissaire,

En amont de la réunion du groupe sur les crédits export de l'Organisation de la Coopération et du Développement Economiques (OCDE) du 17 septembre, nous, organisations de la société civile francophone, convaincues que le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique permettront de garantir les besoins en énergie pour tous, appelons l'UE à adopter une position claire sur la fin de tous les soutiens publics au charbon.

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) affirme dans son rapport de mars 2014 que les investissements dans les énergies fossiles conventionnelles doivent baisser de 30 milliards de dollars par an de 2010 à 2029 si nous voulons avoir une chance de limiter la hausse de la température en dessous des 2°C.

Nous insistons sur l'urgence de mettre fin à tous les soutiens publics aux énergies fossiles dans le monde, en commençant par ceux apportés par les pays les plus riches. En soutenant les investissements en faveur des énergies fossiles et en particulier du charbon, les pays développés enferment les pays les moins avancés, et notamment l'Afrique, dans une dépendance coûteuse, nuisible pour la santé et l'environnement, qui n'est pas à même de répondre aux besoins des populations locales et qui les place sur la trajectoire d'un développement fortement carboné.

Malgré les 21 milliards de dollars injectés en Afrique dans les énergies fossiles, 620 millions d'Africains vivent toujours sans électricité et au rythme actuel, tous les Africains n'auront accès à l'électricité qu'en 2080. Les pays africains n'ont pas à passer par la case des énergies fossiles, bien au contraire : seul le développement massif des énergies renouvelables et de

l'efficacité énergétique pourra permettre l'accès de tous à l'énergie, y compris dans les zones rurales.

L'effrayant constat est que pour l'instant, contrairement aux recommandations du GIEC et à tous les discours politiques non transcrits en actes jusqu'à présent, les Agences de Crédits aux Exportations continuent à soutenir, avec de l'argent public, les investissements dans le charbon dans le monde et notamment dans les pays en développement. L'OCDE porte une responsabilité particulière puisque les seules agences de crédit aux exportations de ses pays sont à l'origine de la moitié des soutiens publics à l'international dans le secteur du charbon.

A titre d'exemple, les centrales à charbon de Medupi et de Kusile en Afrique du Sud, qui bénéficient du soutien de la France à hauteur de 1,2 milliard d'euros, émettront chaque année 68,8 millions de tonnes de CO₂ - soit l'équivalent d'environ 20 % des émissions annuelles nationales de la France induites par la combustion des énergies fossiles. Comment croire alors aux discours d'exemplarité des pays européens en matière de lutte contre le changement climatique ?

La position européenne à l'OCDE sur la question des crédits à l'export pour le charbon sera débattue en septembre, en amont de la réunion du 17 septembre. A trois mois de la COP21, l'Union Européenne doit faire preuve de leadership et pousser vers la fin immédiate des soutiens publics au charbon des agences de crédit à l'export. Nous considérons que l'ensemble de ces soutiens doit servir à financer un développement résilient et sobre en carbone, axé sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. C'est l'une des conditions essentielles pour que l'accord qui doit être signé à Paris en décembre prochain ait un sens, en particulier pour les pays et populations qui ont le moins contribué aux changements climatiques et qui souffrent déjà le plus de leurs impacts.

Madame la Commissaire, nous vous exhortons à peser de tout votre poids pour que l'Union Européenne adopte une position cohérente pour lutter contre les changements climatiques et pour le développement.

Signataires :

Afrique francophone et France
Réseau Climat & Développement

Bénin
Eco-Bénin
OFEDI

Burkina Faso
Women Environmental Programme - WEP Burkina Faso

Association Faso Enviprotek - AFEP Burkina

Cameroun

Green Horizon

Centre de Naturopathie et d'Action Humanitaire du Cameroun

Alternatives Durables pour le Développement – ADD

Association Carré Géo & Environnement

Congo

Association Congolaise pour le Développement Agricole – ACDA

Fédération des Coopératives des Pays de Mayoko – FECOPAM

Côte d'Ivoire

Actions en Faveur de l'Homme et de la Nature - AFHON Côte d'Ivoire

France

ENERGIES 2050

HELIO International

Réseau Action Climat-France

Mali

Association de Soutien aux Initiatives Communautaires - ASIC

Association Malienne pour le Développement, la Protection de l'Environnement et la lutte contre la Désertification - AMADE PELCODE

Réseau de développement et de communication des femmes maliennes – MUSONET

Groupe de Recherches et d'Applications Techniques – GRAT

Association de Formation et d'Appui au Développement - AFAD Mali

Niger

Jeunes Volontaires pour l'Environnement - JVE Niger

Réseau de la Jeunesse Nigérienne sur les Changements Climatiques – RJNCC

ONG Aménagement des Terroirs et Productions Forestières - ATPF

Développement pour un Mieux-Etre - ONG DEMI-E

République Démocratique du Congo

Organisation Congolaise des Ecologistes et Amis de la Nature - OCEAN

Jeunes Volontaires pour l'Environnement- JVE RDC

Actions Communautaires pour le Développement Integral – ACDI

République de Maurice

Council for Development, Environmental Studies & Conservation (MAUDESCO)

Sénégal

ENDA Tiers Monde

ENDA Energie

Réseau sur les Politiques de Pêche en Afrique de l'Ouest - REPAO

Tchad

Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad - AFPAT Tchad

Togo

ASEDI

Monde Volontaire au Développement